

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 3100

[2011/205928]

10 NOVEMBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Vesdre (planches 1/15, 3/15, 7/15, 8/15, 9/15, 10/15, 12/15 et 13/15) et exemptant les modifications proposées d'une évaluation des incidences sur l'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, notamment les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Vesdre approuvé définitivement par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2005 et publié au *Moniteur belge* du 2 décembre 2005;

MODIFICATION DU PLAN D'ASSAINISSEMENT PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE

Considérant que la S.P.G.E. procède au regroupement de toutes les demandes reçues durant la période écoulée de manière à réaliser un seul avant-projet de modification par plan d'assainissement de sous-bassin hydrographique en application de l'article R.288 du Code de l'Eau;

Considérant que la S.P.G.E. a reçu, depuis l'approbation définitive du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Vesdre, 10 demandes envoyées par les organismes d'assainissement agréés et/ou les communes;

Considérant que les demandes ont trait à tout changement de régime d'assainissement et portent plus particulièrement sur :

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif du chemin de Neuville à Adrimont dans la commune de Dison (modification n° 14.01);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la route de Balmoral dans la commune de Jalhay (modification n° 14.02);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue de la Xhavée dans la commune de Pepinster (modification n° 14.03);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue des Champs dans la commune de Verviers (modification n° 14.04);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour la zone dite « Plein sud » dans la commune de Verviers (modification n° 14.05);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour le hameau de la Pierresse à Goé dans la commune de Limbourg (modification n° 14.06);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le hameau d'Ayeneux dans la commune d'Olne (modification n° 14.07);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le hameau de Halloux dans la commune de Limbourg (modification n° 14.08);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Charneux dans la commune de Jalhay (modification n° 14.09);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Winamplanche dans la commune de Theux (modification n° 14.10);

Considérant que ces demandes sont accompagnées d'une étude réalisée par l'organisme d'assainissement agréé concerné comprenant un relevé des canalisations existantes, une estimation de la densité du bâti, une analyse de la situation topographique de la zone et une analyse financière, que cette étude permet d'objectiver le mode d'assainissement à préconiser;

Considérant que la S.P.G.E. a remis un avis positif pour les 10 demandes qui lui ont été adressées;

Considérant que la réalisation des modifications périodiques intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique, que ces ajustements sont décrits dans le rapport visé en annexe I^{re};

EXEMPTION DE L'EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Vu la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement pour l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Vesdre adressée par la S.P.G.E. au Gouvernement wallon en application de l'article D.53 du Code de l'Environnement;

Considérant que l'analyse de la S.P.G.E. conclut que l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Vesdre détermine l'utilisation de petites zones au niveau local et constitue des modifications mineures, notamment au regard de la population et des rejets d'eaux résiduaires concernés par l'avant-projet de modification tels qu'analysés dans le rapport visé à l'annexe I^{re};

Considérant par ailleurs que la S.P.G.E. estime que cet avant-projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement; que sa demande est justifiée par rapport aux critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences visés à l'article D.54 du Code de l'Environnement, tels qu'analysés dans le rapport visé à l'annexe I^{re};

Considérant que l'article R.288, § 4, du Code de l'Eau stipule que le Gouvernement, s'il décide d'accorder l'exemption, approuve simultanément l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique et mentionne les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter ce plan d'une évaluation des incidences sur l'environnement;

Considérant que, dans ce contexte et préalablement à l'adoption de l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Vesdre, il y a lieu de consulter le CWEDD et les communes concernées sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement;

Vu la demande d'avis sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement sur l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Vesdre adressée en date du 22 août 2011 au CWEDD et aux communes concernées en application de l'article D.53 du Code de l'Environnement;

Considérant que, conformément à l'article D.53 du Code de l'Environnement, les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement; passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Vu le courrier du CWEDD transmis en date du 30 août 2011 dans lequel il ne prend pas position sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement, qu'en l'absence d'avis, son avis est réputé favorable;

Vu les avis favorables sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement transmis dans les délais par les autorités communales de Pepinster, d'Olne, de Theux, de Verviers, de Limbourg et de Dison;

Vu l'absence d'avis des autorités communales de Jalhay, que leur avis est dès lors réputé favorable;

Considérant que les modifications mentionnées dans l'avant-projet modificatif du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Vesdre peuvent dès lors être exemptées d'une évaluation des incidences prévue par les articles D.52 à D.61 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Vu le rapport relatif à l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Vesdre visé à l'annexe I^{re};

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon approuve l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Vesdre visé à l'annexe I^{re}.

Art. 2. Le Gouvernement wallon décide d'exempter les modifications mentionnées à l'avant-projet repris à l'article premier d'une évaluation des incidences sur l'environnement pour les raisons spécifiées dans le rapport visé à l'annexe I^{re}.

Art. 3. Le Gouvernement wallon charge la S.P.G.E. de soumettre, dans les trente jours, le projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Vesdre à la consultation des communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré, les titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et les Directions générales compétentes du Service public de Wallonie, puis de lui représenter ensuite pour adoption.

Art. 4. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 novembre 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe I^{re} - Avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Vesdre

L'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Vesdre est composé d'un rapport relatif aux modifications dudit PASH et les cartes associées à chaque modification.

Ce rapport mentionne les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter les modifications de l'avant-projet d'une évaluation des incidences sur l'environnement. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments peuvent être consultés auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau, 14-16 avenue de Stassart, à 5000 Namur ainsi que sur le site de la S.P.G.E. : <http://www.spge.be> (Rubrique « Les PASH »; Sous-rubrique « Modifications des PASH »).

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 3100

[2011/205928]

10. NOVEMBER 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Weser (Karten 1/15, 3/15, 7/15, 8/15, 9/15, 10/15, 12/15 und 13/15) und zur Befreiung der vorgeschlagenen Abänderungen von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie des Rates 91/271/EWG vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.216 bis D.218 und der Artikel R. 284 bis R.290;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Weser, von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 endgültig genehmigt und am 2. Dezember 2005 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht;

ABÄNDERUNG DES SANIERUNGSPANS PRO ZWISCHENEINZUGSGEBIET

In der Erwägung, dass die "SPGE" alle während der abgelaufenen Periode eingegangenen Anträge derart einsammelt, dass ein einziger Abänderungsvorentwurf pro Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet in Anwendung des Artikels R.288 des Wassergesetzbuches ausgearbeitet werden kann;

In der Erwägung, dass die "SPGE" seit der endgültigen Genehmigung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Weser 10 von den zugelassenen Sanierungseinrichtungen und/oder den Gemeinden eingesandten Anträge erhalten hat;

In der Erwägung, dass die Anträge mit allen möglichen Änderungen des Sanierungsverfahrens in Zusammenhang stehen und sich insbesondere auf Folgendes beziehen :

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den chemin de Neuville in Adrimont in der Gemeinde Dison (Abänderung Nr. 14.01);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "route de Balmoral" in der Gemeinde Jalhay (Abänderung Nr. 14.02);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die rue de Xhavée in der Gemeinde Pepinster (Abänderung Nr. 14.03);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die rue des Champs in der Gemeinde Verviers (Abänderung Nr. 14.04);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet genannt "Plein sud" in der Gemeinde Verviers (Abänderung Nr. 14.05);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den Weiler Pierresse in Goé in der Gemeinde Limburg (Abänderung Nr. 14.06);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den Weiler Ayeneux in der Gemeinde Olne (Abänderung Nr. 14.07);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den Weiler Halloux in der Gemeinde Limburg (Abänderung Nr. 14.08);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Charneux in der Gemeinde Jalhay (Abänderung Nr. 14.09);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Winamplanche in der Gemeinde Theux (Abänderung Nr. 14.10);

In der Erwägung, dass diesen Anträgen eine von der betroffenen zugelassenen Sanierungseinrichtung durchgeführte, ein Verzeichnis der bestehenden Kanalisationen, eine Einschätzung der Dichte der Bausubstanz, eine Analyse der topographischen Lage des Gebiets und eine finanzielle Analyse enthaltende Prüfung beigefügt wurde; dass diese Prüfung es ermöglicht, die zu empfehlende Sanierungsart zu objektivieren;

In der Erwägung, dass die "SPGE" ein positives Gutachten für die 10 Anträge, die an sie gerichtet wurden, abgegeben hat;

In der Erwägung, dass die Durchführung der regelmäßigen Abänderung die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze, innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit einschließt, dass diese Angleichungen in dem in der Anlage I genannten Bericht beschrieben werden;

BEFREIUNG VON EINER BEWERTUNG DER UMWELTVERTRÄGLICHKEIT

Aufgrund des in Anwendung des Artikels D.53 des Umweltgesetzbuches von der "SPGE" an die Wallonische Regierung gerichteten Antrags auf Befreiung von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit für den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Weser;

In der Erwägung, dass aus der Analyse der "SPGE" die Schlussfolgerung gezogen wird, dass der Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Weser die Benutzung kleiner Gebiete auf lokaler Ebene festlegt und geringfügige Abänderungen darstellt, insbesondere in Anbetracht der von dem Abänderungsvorentwurf betroffenen Bevölkerung und Abwasserableitungen, so wie sie in dem in der Anlage I genannten Bericht analysiert werden;

In der Erwägung außerdem, dass die "SPGE" der Ansicht ist, dass dieser Vorentwurf keine erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt haben müsste; dass ihr Antrag im Verhältnis zu den in dem in der Anlage I genannten Bericht analysierten Kriterien gerechtfertigt ist, durch die das vermutliche Ausmaß der in Artikel D.54 des Umweltgesetzbuches bestimmt werden kann;

In der Erwägung, dass in Artikel R.288, § 4 des Wassergesetzbuches bestimmt wird, dass die Regierung im Falle eines Beschlusses ihrerseits, die Befreiung zu gewähren, gleichzeitig den Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet genehmigt und die Gründe angibt, aus denen beschlossen wurde, diesen Plan von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien;

In der Erwägung, dass in diesem Zusammenhang und vor der Verabschiedung des Vorentwurfs des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Weser der Anlass besteht, den "CWEDD" ("Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung)) und die betroffenen Gemeinden bezüglich des Antrags auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu Rate zu ziehen;

Aufgrund des in Anwendung des Artikels D.53 des Umweltgesetzbuches am 22. August 2011 an den "CWEDD" und die betroffenen Gemeinden gerichteten Antrag auf ein Gutachten über den Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit über den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Weser;

In der Erwägung, dass die Gutachten gemäß Artikel D.53 des Umweltgesetzbuches innerhalb von dreißig Tagen ab dem Antrag der Regierung übermittelt werden; nach Ablauf dieser Frist gelten die Anträge als günstig;

Aufgrund des am 30. August 2011 übermittelten Schreibens des "CWEDD", in dem dieser sich nicht zu dem Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit äußert; dass bei Fehlen eines Gutachtens dessen Gutachten als günstig betrachtet wird;

Aufgrund der von den Gemeindebehörden von Pepinster, Olne, Theux, Verviers, Limburg und Dison innerhalb der vorgeschriebenen Fristen übermittelten günstigen Gutachten über den Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit;

Aufgrund des fehlenden Gutachtens der Gemeindebehörden von Jalhay, so dass ihr Gutachten demnach als günstig gilt;

In der Erwägung, dass die in dem abändernden Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Weser angegebenen Abänderungen demzufolge von einer in den Artikeln D.52 bis D.61 des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Bewertung der Auswirkungen befreit werden können;

Aufgrund des in der Anlage I erwähnten Berichts über den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Weser;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung genehmigt den in der Anlage I genannten Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Weser.

Art. 2 - Die Wallonische Regierung beschließt, die in dem in Artikel 1 genannten Vorentwurf angegebenen Abänderungen von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit aus den in der Anlage I erwähnten Bericht angeführten Gründen zu befreien.

Art. 3 - Die Regierung beauftragt die "SPGE", den Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Weser innerhalb von dreißig Tagen der Zurateziehung der von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und den zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu unterziehen und ihn ihr anschließend zur Verabschiedung vorzulegen.

Art. 4 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. November 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Anlage I — Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Weser

Der Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Weser besteht aus einem Bericht über die Abänderungen des besagten Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Weser und den Karten, die jeder Abänderung beigelegt werden.

In diesem Bericht werden die Gründe angegeben, aus denen beschlossen wurde, die Abänderungen des Vorentwurfs von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien. Der Bericht schließt ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente können bei der "Société Publique de Gestion de l'Eau", 14-16, avenue de Stassart in 5000 NAMUR, sowie auf der Webseite der "SPGE" eingesehen werden: <http://www.spge.be> (Rubrik "Les PASH"; Unterrubrik "Modifications des PASH").

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 3100

[2011/205928]

10 NOVEMBER 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Vesder (bladen 1/15, 3/15, 7/15, 8/15, 9/15, 10/15, 12/15 en 13/15) en waarbij een vrijstelling van een milieueffectonderzoek wordt verleend voor de voorgestelde wijzigingen

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en op de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Vesder dat op 2 december 2005 definitief is goedgekeurd door de Waalse Regering en dat op 2 december 2005 in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt;

WIJZIGING VAN HET SANERINGSPLAN PER ONDERSTROOMGEBIED

Overwegende dat de "S.P.G.E." alle aanvragen verzamelt die tijdens de gelopen periode ontvangen zijn, om één enig voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied overeenkomstig artikel R.288 van het Waterwetboek op te stellen;

Overwegende dat de "S.P.G.E." sinds de definitieve goedkeuring van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Vesder 10 aanvragen gestuurd door de erkende saneringsinstellingen en/of de gemeenten heeft ontvangen;

Overwegende dat de aanvragen betrekking hebben op elke verandering van saneringsstelsel en meer bepaald op :

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de "chemin de Neuville" in Adrimont in de gemeente Dison (wijziging nr. 14.01);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de "route de Balmoral" in de gemeente Jahlay (wijziging nr. 14.02);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de "rue de la Xhavée" in de gemeente Pepinster (wijziging nr. 14.03);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de "rue des Champs" in de gemeente Verviers (wijziging nr. 14.04);

- de overgang van het tijdelijk saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel voor het gebied "Plein sud" in de gemeente Verviers (wijziging nr. 14.05);

- de overgang van het tijdelijk saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het plaatsje "la Pierresse" in Goé in de gemeente Limbourg (wijziging nr. 14.06);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het plaatsje "Ayeneux" in de gemeente Olne (wijziging nr. 14.07);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het plaatsje "Halloux" in de gemeente Limburg (wijziging nr. 14.08);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Charneux in de gemeente Jahlay (wijziging nr. 14.09);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Winamplanche in de gemeente Theux (wijziging nr. 14.10);

Overwegende dat die aanvragen vergezeld gaan van een onderzoek dat door de betrokken erkende saneringsinstelling uitgevoerd is en dat een overzicht van de bestaande leidingen, een raming van de dichtheid van de bebouwing en een analyse van de topografische toestand van het gebied en een financiële toestand omvat en dat dit onderzoek het mogelijk maakt de aan te bevelen saneringswijze te objectiveren;

Overwegende dat de "S.P.G.E." een positief advies heeft uitgebracht voor de 10 aanvragen die haar zijn gericht;

Overwegende dat de uitvoering van de periodieke wijzigingen ook de nodige aanpassingen van de plannen met zich meebrengt naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens met name in termen van uitvoering van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied; dat die aanpassingen in het in bijlage I bedoelde verslag worden omschreven;

VRIJSTELLING VAN DE MILIEUEFFECTBEOORDELING

Gelet op de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling voor het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Vesder die door de "S.P.G.E." aan de Waalse Regering gericht is overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek;

Overwegende dat de analyse van de "S.P.G.E." besluit dat het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Vesder het gebruik van kleine gebieden op plaatselijk niveau bepaalt en minder belangrijke wijzigingen vormt met name ten opzichte van de bevolking en van de lozingen van afvalwater die betrokken zijn bij het voorontwerp van wijziging en die in het in bijlage I bedoelde verslag geanalyseerd worden;

Overwegende dat de "S.P.G.E." bovendien acht dat dit voorontwerp wellicht geen aanzienlijke milieueffecten zal teweegbrengen; dat haar aanvraag gerechtvaardigd is ten opzichte van de criteria waardoor de vermoedelijke omvang van de effecten kan worden bepaald, die in artikel D.54 van het Milieuwetboek bedoeld zijn en die in het in bijlage I bedoelde verslag geanalyseerd worden;

Overwegende dat artikel R.288, § 4, van het Waterwetboek bepaalt dat de Regering, indien ze beslist de vrijstelling toe te staan, het voorontwerp van saneringsplan per onderstroomgebied gelijktijdig goedkeurt en de redenen vermeldt, waarvoor beslist werd een vrijstelling van een milieueffectbeoordeling voor dat plan te verlenen;

Overwegende dat de "CWEDD" en de betrokken gemeenten in die context en vóór de aanneming van het voorontwerp van saneringsplan per onderstroomgebied van de Vesder geraadpleegd moeten worden over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling;

Gelet op het verzoek om advies over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling voor het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Vesder dat op 22 augustus 2011 aan de "CWEDD" en aan de betrokken gemeenten overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek is gericht;

Overwegende dat de adviezen overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek binnen dertig dagen na de aanvraag van de Regering gezonden worden; dat die adviezen na afloop van die termijn geacht worden gunstig te zijn;

Gelet op het schrijven van de "CWEDD" gezonden op 30 augustus 2011 waarin hij geen stelling neemt over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling; dat zijn advies bij gebrek aan advies geacht wordt gunstig te zijn;

Gelet op de gunstige adviezen over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling die binnen de termijnen door de gemeentelijke overheden van Pepinster, Olne, Theux, Verviers, Limburg en Dison overgemaakt zijn;

Gelet op het gebrek aan advies van de gemeentelijke overheid van Jalhay; overwegende dat hun advies dan ook geacht wordt gunstig te zijn;

Overwegende dat een vrijstelling van de milieueffectbeoordeling bedoeld in de artikelen D. 52 tot D.61 van Boek I van het Milieuwetboek dan ook kan worden verleend voor de wijzigingen die vermeld zijn in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Vesder;

Gelet op het verslag betreffende het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Vesder, bedoeld in bijlage I;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Waalse Regering neemt het voorontwerp van wijziging aan van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Vesder, bedoeld in bijlage I.

Art. 2. De Waalse Regering beslist een vrijstelling van een milieueffectbeoordeling te verlenen voor de wijzigingen vermeld in het voorontwerp bedoeld in artikel 1 voor de redenen die in het verslag bedoeld in bijlage I gespecificeerd worden.

Art. 3. De Waalse Regering belast de "S.P.G.E." ermee het ontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Vesder binnen dertig dagen te onderwerpen aan de raadpleging van de bij het overwogen onderstroomgebied betrokken gemeenten, van de betrokken houders van grondwaterwinnings en van de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst; daarna belast ze haar daarna ermee het voorwerp opnieuw ter goedkeuring voor te leggen.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 november 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

Bijlage I — Voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Vesder

Het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Vesder omvat een verslag over de wijzigingen ervan en de kaarten i.v.m. elke wijziging.

Dat verslag vermeldt de redenen waarvoor beslist werd een vrijstelling van een milieueffectbeoordeling te verlenen voor de wijzigingen van het voorontwerp. Het houdt ook de nodige aanpassingen van de plannen in naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens met name in termen van uitvoering van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Deze gegevens liggen ter inzage bij de "Société publique de Gestion de l'Eau", 14-16, avenue de Stassart te 5000 NAMEN alsook op de website van de "S.P.G.E.": <http://www.spge.be> (Rubriek "Les PASH", onderrubriek "Modifications des PASH").